

31 AOUT 1979.

**Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1954
réglementant la navigation aérienne**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919, relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu la loi du 30 avril 1947 portant approbation de la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, modifié par les arrêtés royaux du 18 mai 1962, du 30 avril 1964, du 12 mars 1965, du 20 août 1968, du 31 août 1970, du 15 avril 1971, du 14 mai 1973, du 12 juin 1974, du 3 mai 1976 et du 15 février 1978;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, modifié par l'arrêté royal du 12 mars 1965, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er et le § 2 devenant respectivement le § 2 et le § 3, il est inséré un § 1er nouveau rédigé comme suit :

« § 1er. Sont immatriculés les aéronefs d'Etat, à l'exclusion des aéronefs des forces armées, de douane ou de police »;

2° au § 2 nouveau, le 1^e est supprimé, et les 2^e et 3^e deviennent respectivement le 1^e et le 2^e;

3° au § 3 nouveau, la mention « § 1er, 3^e ci-dessus », telle qu'elle figure au 1^e b) et au 2^e b), est remplacée par la mention « § 2, 2^e », et le 3^e est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3^e les aéronefs privés qui ont fait l'objet d'un contrat de location-financement à l'une des personnes physiques ou morales visées au présent article;

4^e les aéronefs privés qui sont exploités en vertu d'un contrat de location pour une durée d'au moins six mois par l'une des personnes physiques ou morales visées au présent article ».

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^e au § 2, le 4^e est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénoms, nationalité, profession, domicile et résidence et, éventuellement, son domicile élu; si le demandeur est une personne morale, la dénomination, le siège social, le lieu et la date de sa constitution, les noms, prénoms, nationalité, domicile et résidence des associés solidaires, administrateurs ou gérants ayant la signature sociale.

Si une ou plusieurs personnes physiques ou morales autres que le demandeur ont, sur l'aéronef, des droits en propriété ou en usufruit, la demande indique la nature et la quotité de ceux-ci, et porte également, pour chacune d'elles, les mentions énumérées ci-dessus »;

2^e au § 3, le 2^e est remplacé par la disposition suivante :

« 2^e des titres établissant les droits du demandeur sur l'aéronef; ».

Art. 3. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « le propriétaire de l'aéronef » sont remplacés par les mots « le titulaire du certificat d'immatriculation ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Un certificat d'immatriculation est délivré pour tout aéronef régulièrement inscrit à la matricule aéronautique. »

**31 AUGUSTUS 1979. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1954
tot regeling der luchtvaart**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 30 april 1947 tot goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, op 7 december 1944 te Chicago ondertekend;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 mei 1962, 30 april 1964, 12 maart 1965, 20 augustus 1968, 31 augustus 1970, 15 april 1971, 14 mei 1973, 12 juni 1974, 3 mei 1976 en 15 februari 1978;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en berluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 maart 1965, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e de §§ 1 en 2 worden respectievelijk § 2 en § 3, en er wordt een nieuwe § 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Ingescreeven worden de Staatsluchtvaartuigen, met uitsluiting van de luchtvaartuigen van de krijgsmacht, de douane of de politie »;

2^e in de nieuwe § 2 vervalt 1^e, en worden 2^e en 3^e respectievelijk 1^e en 2^e;

3^e in de nieuwe § 3 wordt de vermelding « vorenstaande § 1, 3^e », zoals zij voorkomt in 1^e b) en 2^e b), vervangen door de vermelding « § 2, 2^e », en wordt 3^e vervangen door de volgende bepalingen :

« 3^e de private luchtvaartuigen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een contract van financieringshuur aan één van de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in dit artikel;

4^e de private luchtvaartuigen die geëxploiteerd worden op grond van een huurovereenkomst, voor een periode van ten minste zes maanden, door één van de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in dit artikel ».

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e in § 2, wordt 4^e door de volgende bepaling vervangen :

« 4^e zo de aanvrager een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornaam, nationaliteit, beroep, woon- en verblijfplaats en, in voorkomend geval, zijn gekozen woonplaats; zo de aanvrager een rechtspersoon is, de benaming, de maatschappelijke zetel, de plaats en de datum van oprichting, de naam, voornamen, nationaliteit, woon- en verblijfplaats van de hoofdelijke vennooten, beheerders of zaakvoerders die voor de firma mogen tekenen,

Indien één of meerdere natuurlijke personen of rechtspersonen andere dan de aanvrager, rechten van eigendom of vruchtgebruik hebben op het luchtvaartuig, vermeidt de aanvrager de aard en de hoogte van die rechten alsmede, ook voor elk van die personen, de hierboven bepaalde aanwijzingen »;

2^e in § 3, wordt 2^e door de volgende bepaling vervangen :

« 2^e de titels waaruit de rechten van de aanvrager op het luchtvaartuig blijken; ».

Art. 3. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « de eigenaar van het luchtvaartuig » vervangen door de woorden « de titulair van het bewijs van inschrijving ».

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 9. Een bewijs van inschrijving wordt afgegeven voor elk behoorlijk in het luchtvaartregister ingeschreven luchtvaartuig. »

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, le 1^e est remplacé par la disposition suivante : « 1^e au cas où les droits du titulaire du certificat prennent fin ; ».

2^e le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque le certificat cesse d'être valable, son titulaire est tenu de le renvoyer immédiatement au Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ».

Art. 6. Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « article 3, § 2 » sont remplacés par les mots « article 3, § 3 ».

Art. 7. L'article 14, § 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. La radiation est notifiée à la personne à qui le certificat d'immatriculation avait été délivré ».

Art. 8. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Tout aéronef porte fixée de façon apparente, à la nacelle, ou au fuselage, près de l'entrée principale, une plaque d'identification en matière à l'épreuve du feu, sur laquelle sont gravées l'identité de la personne à qui le certificat d'immatriculation a été délivré ainsi que les marques de la nationalité et de l'immatriculation ».

Art. 9. L'article 43, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le Ministre fixe les conditions auxquelles les commandants d'hélicoptères doivent se conformer pour pouvoir atterrir en dehors des aérodromes, sous réserve de l'obligation qui leur est imposée par l'article 71 de l'arrêté royal du 14 mai 1973 fixant les règles de l'air ».

Art. 10. L'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. Aucune modification ne peut être apportée à un aérodrome sans que le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou son délégué en ait été informé au préalable. Le Ministre ou son délégué peut, à cette occasion, modifier les conditions d'utilisation de l'aérodrome.

» En outre, le Ministre ou son délégué peut modifier les conditions d'utilisation d'un aérodrome pour tenir compte des modifications apportées à son environnement ».

Art. 11. Le chapitre VIII, section première, du même arrêté, comprenant l'article 95 et les articles 96 et 97, modifiés par l'arrêté royal du 12 mars 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :

CHAPITRE VII

De l'exploitation commerciale de la navigation aérienne

» Section 1 Des transports réguliers

» Art. 46. § 1er. L'exploitation de services aériens réguliers est soumise à l'autorisation préalable du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou de son délégué.

» La demande d'autorisation mentionne :

» 1^e le nom et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant;

» 2^e les caractéristiques des services envisagés, notamment les horaires, les types d'avions exploités et leur capacité, les tarifs prévus et leurs conditions d'application, ainsi que les conditions relatives aux agences et aux autres services auxiliaires.

» La demande est accompagnée de la preuve que l'exploitant a pris les dispositions requises pour faire face aux responsabilités civiles qui peuvent découler de l'exploitation de ces services aériens.

» § 2. Le Ministre fixe les détails d'introduction des demandes visées au § 1er, ainsi que des demandes portant sur la modification des caractéristiques des services agréés.

» Il fixe les conditions de délivrance, de suspension et de retrait des autorisations.

» L'autorisation fixe les conditions particulières d'exploitation et la durée pour laquelle elle est accordée.

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e in § 1 wordt 1^e door de volgende bepaling vervangen : « 1^e ingeval de rechten van de houder van het bewijs een einde nemen ».

2^e de § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Wanneer het bewijs niet meer geldig is, is de houder ervan gehouden het onmiddellijk terug te zenden aan de Minister die met het bestuur der luchtvaart is belast ».

Art. 6. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 3, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 3, § 3 ».

Art. 7. Artikel 14, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Van de doorhang wordt schriftelijk kennis gegeven aan de persoon aan wie het inschrijvingsbewijs was afgegeven ».

Art. 8. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. Een identificatieplaat van een vuurvaste stof, waarop de identiteit van de persoon aan wie het bewijs van inschrijving is afgegeven, alsmede de nationaliteits- en inschrijvingskenmerken gegraveerd zijn, wordt op een goed in 't oog vallende plaats, dichtbij de hoofdingang op de mand, de gondel of de romp van elk luchtvaartuig bevestigd ».

Art. 9. Artikel 43, § 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 4. De Minister stelt de eisen vast waaraan de gezagvoerders van hefschroefvliegtuigen moeten voldoen om buiten de luchtvaartterreinen te mogen landen, onder voorbehoud van de verplichting die hun is opgelegd bij artikel 71 van het koninklijk besluit van 14 mei 1973 tot vaststelling van de vliegverkeersregelen ».

Art. 10. Artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 44. Aan een luchtvaartterrein mag niets worden gewijzigd zonder dat de Minister die met het bestuur der luchtvaart is belast of zijn gemachtigde er vooraf in kennis van gesteld is. Bij die gelegenheid kan de Minister of zijn gemachtigde de eisen inzake gebruik van een luchtvaartterrein wijzigen.

» Bovendien kan de Minister of zijn gemachtigde de eisen inzake het gebruik van een luchtvaartterrein wijzigen om rekening te houden met de aan de omgeving ervan aangebrachte wijzigingen ».

Art. 11. Hoofdstuk VIII, afdeling 1, van hetzelfde besluit, bevatende artikel 95 en de artikelen 96 en 97, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 maart 1965, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

HOOFDSTUK VII

Exploitatie der luchtvaart voor handelsdoeleinden

» Afdeling 1 Geregeld vervoer

» Art. 46. § 1. De exploitatie van geregelde luchtvaartdiensten is onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of van zijn gemachtigde.

» De aanvraag tot machtiging vermeldt :

» 1^e de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

» 2^e de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de dienstregelingen, de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen, de voorziene tarieven en hun toepassingsvoorraarden alsook de voorwaarden betreffende de agentschappen en de andere hulpdiensten.

» De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige gedaan heeft om te kunnen voldoen aan de burgerlijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit de exploitatie van die luchtvaartdiensten.

» § 2. De Minister bepaalt de termijnen voor het indienen van de aanvragen bedoeld in § 1, alsook van de aanvragen betreffende de wijziging van de karakteristieken van de gemachtigde diensten.

» Hij stelt de voorwaarden van aflevering, schoessing en intrekking van de machtigingen vast.

» De machtiging bepaalt de bijzondere exploitatievooraarden en de termijn waarvoor zij wordt verleend.

» Section 2

Des transports non réguliers, à l'exclusion des taxis aériens

» Art. 47. § 1er. L'exploitation des transports aériens non réguliers est soumise à la délivrance préalable d'un permis d'exploitation par le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou par son délégué.

» La demande de permis d'exploitation mentionne :

» 1^e le nom et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant;

» 2^e les caractéristiques des services envisagés, notamment les types d'avions exploités et leur capacité.

» La demande est accompagnée de la preuve que l'exploitant a pris les dispositions requises pour faire face aux responsabilités civiles qui peuvent découler de l'exploitation de ces services aériens.

» § 2. Le Ministre ou son délégué peut déterminer les conditions d'exploitation des transports aériens couverts par le permis d'exploitation, en ce compris les conditions d'affrètement et les conditions de vente au public des voyages aériens ainsi que des transports de marchandises, les conditions relatives aux agences et aux autres services auxiliaires, les avantages et les ristournes pratiquées.

» § 3. Le Ministre arrête les conditions de délivrance, de suspension et de retrait des permis d'exploitation.

» Le permis fixe les conditions particulières d'exploitation et la durée pour laquelle il est accordé.

» § 4. Chaque vol non régulier, ou chaque série de vols non réguliers, est, en outre, soumis à l'autorisation spéciale du Ministre ou de son délégué.

» Art. 48. Les entreprises titulaires d'un permis d'exploitation délivré par une autorité étrangère sont également soumises à l'obligation d'obtenir, par vol ou série de vols, l'autorisation spéciale du Ministre ou de son délégué.

» Section 3

Des services de taxis aériens

» Art. 49. § 1er. L'exploitation de taxis aériens, c'est-à-dire d'aéronefs ne comportant pas une capacité de plus de dix sièges passagers et dont la destination est fixée par le preneur, sans qu'aucune partie de ladite capacité ne puisse être cédée au public, est soumise à la délivrance préalable d'un permis d'exploitation par le Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique ou par son délégué.

» La demande de permis d'exploitation mentionne :

» 1^e le nom et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant;

» 2^e les caractéristiques des services envisagés, notamment les types d'avions exploités et leur capacité.

» La demande est accompagnée de la preuve que l'exploitant a pris les dispositions requises pour faire face aux responsabilités civiles qui peuvent découler de l'exploitation de ces services aériens.

» § 2. Le Ministre arrête les conditions de délivrance, de suspension et de retrait des permis d'exploitation.

» Le permis fixe les conditions particulières d'exploitation et la durée pour laquelle il est accordé.

» Section 4

Du travail aérien

» Art. 50. § 1er. Tout travail aérien, notamment l'apprentissage, la photographie aérienne, la publicité et la propagande au moyen d'aéronefs, et l'organisation de spectacles comportant des évolutions d'aéronefs, est soumis à l'autorisation préalable du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique, ou de son délégué. Sont également soumis à cette autorisation les baptêmes de l'air.

» La demande d'autorisation mentionne :

» 1^e le nom et le domicile ou la dénomination et le siège social de l'exploitant;

» 2^e les caractéristiques des services envisagés, notamment les types d'avions exploités et leur capacité.

» Afdeling 2

Niet geregeld vervoer, met uitzondering van luchttaxi's

» Art. 47. § 1. De exploitatie van niet geregeld luchtvervoer is onderworpen aan de aflevering van een voorafgaande exploitatievergunning door de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of door zijn gemachtigde.

» De aanvraag tot het verkrijgen van een exploitatievergunning vermeldt :

» 1^e de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

» 2^e de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen.

» De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige gedaan heeft om te kunnen voldoen aan de burgerlijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit de exploitatie van die luchtvaartdiensten.

» § 2. De Minister, of zijn gemachtigde, kan de exploitatievoorraarden bepalen van het luchtvervoer dat door een exploitatievergunning gedekt is, daarin begrepen de voorwaarden van bevrachting en de voorwaarden van verkoop aan het publiek van de vliegreizen alsook van het vervoer van goederen, de voorwaarden betreffende de agentachapen en de andere hulpdiensten, de voorraarden en de toegepaste ristorno's.

» § 3. De Minister stelt de voorwaarden van aflevering, schorsing en intrekking van de exploitatievergunningen vast.

» De vergunning bepaalt de bijzondere exploitatievoorraarden en de termijn waarvoor zij wordt verleend.

» § 4. Elke niet geregelde vlucht of elke reeks van niet geregelde vluchten is, daarenboven, onderworpen aan de speciale machtiging van de Minister of van zijn gemachtigde.

» Art. 48. De ondernemingen die titulair zijn van een toelating tot exploitatie afgeleverd door een vreemde overheid zijn eveneens onderworpen aan de verplichting om, per vlucht of reeks van vluchten, de speciale machtiging van de Minister of van zijn gemachtigde te bekomen.

» Afdeling 3

Diensten van luchttaxi

» Art. 49. § 1. De exploitatie van luchttaxi's, dit is van luchtvaartuigen die geen plaatsruimte bieden aan meer dan tien passagiers, en waarvan de bestemming door de huurder wordt vastgesteld zonder dat een deel van genoemde plaatsruimte overgedragen wordt aan het publiek, is onderworpen aan de aflevering van een voorafgaande exploitatievergunning door de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is of door zijn gemachtigde.

» De aanvraag tot het verkrijgen van een exploitatievergunning vermeldt :

» 1^e de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

» 2^e de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen.

» De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige gedaan heeft om te kunnen voldoen aan de burgerlijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit de exploitatie van die luchtvaartdiensten.

» § 2. De Minister bepaalt de voorwaarden van aflevering, schorsing en intrekking van de exploitatievergunningen.

» De vergunning bepaalt de bijzondere exploitatievoorraarden en de termijn waarvoor zij wordt verleend.

» Afdeling 4

Luchtarbeid

» Art. 50. § 1. Iedere luchtarbeid, onder meer opleiding, luchtfotografie, publiciteit, propaganda door middel van luchtvaartuigen en de inrichting van vertoningen welke evoluties van luchtvaartuigen omvatten, is onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister die met het bestuur der luchtvaart belast is, of van zijn gemachtigde. De luchtdopen zijn eveneens onderworpen aan deze machtiging.

» De aanvraag tot machtiging vermeldt :

» 1^e de naam en de woonplaats of de benaming en de maatschappelijke zetel van de exploitant;

» 2^e de karakteristieken van de geplande diensten, inzonderheid de type(s) van geëxploiteerde vliegtuigen en hun laadvermogen.

» La demande est accompagnée de la preuve qui l'exploitant a pris les dispositions requises pour faire face aux responsabilités civiles qui peuvent découler de ce travail aérien ou des baptêmes de l'air.

» § 2. Le Ministre arrête les conditions de délivrance, de suspension et de retrait des autorisations.

» L'autorisation fixe les conditions particulières d'exploitation et la durée pour laquelle elle est accordée.

* Section 5
Disposition commune

» Art. 51. Les autorisations visées aux articles 46 et 50, ainsi que les permis d'exploitation visés aux articles 47, § 1er et 49, § 1er, ne peuvent être accordés qu'après enquête portant notamment sur les garanties morales, financières et techniques que présente le demandeur et sur l'opportunité de la création de services nouveaux ».

Art. 12. L'intitulé de la section 2 du chapitre VIII du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre VIII. Des mesures techniques d'exploitation ».

Art. 13. Les articles 98 et 99, l'article 100, modifié par l'arrêté royal du 12 juin 1974, les articles 101 et 102 du même arrêté en deviennent les articles 52 à 56.

Art. 14. A l'article 103 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° cette disposition devient l'article 57;

2° au § 2, alinéa 1er, les mots « aéronefs monoplaces » sont remplacés par le mot « aéronefs ».

Art. 15. Les articles 104 à 107 du même arrêté en deviennent les articles 58 à 61.

Art. 16. Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 août 1979.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Communications,

J. CHABERT

24 AOUT 1979. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1er août 1978 portant nomination des membres des Comités consultatifs prévus à l'article 8 de la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises

Le Ministre des Communications,

Vu la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1968 créant les Comités consultatifs prévus à l'article 8 de la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1972;

Vu l'arrêté ministériel du 1er août 1978 portant nomination des membres des Comités consultatifs prévus dans l'article 8 de la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises,

Arrête :

Article 1er. Dans les articles 1, 5 ; 2, 5 ; 3, 6 ; 4, 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 1er août 1978 portant nomination des membres des Comités consultatifs prévus dans l'article 8 de la loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises, M. Vandervelde, F. est remplacé par M. Jansens, A.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 13 août 1979.

Bruxelles, le 24 août 1979.

J. CHABERT

» De aanvraag is vergezeld van het bewijs dat de exploitant het nodige heeft gedaan om te kunnen voldoen aan de burgerlijke aansprakelijkheid die kan voortspruiten uit die luchtarbeid en uit de luchtdopen.

» § 2. De Minister bepaalt de voorwaarden van aflevering, schorsing en intrekking van de machtigingen.

» De machtiging bepaalt de bijzondere exploitatievoorwaarden en de termijn waarvoor zij wordt verleend.

* Afdeling 5
Gemeenschappelijke bepaling

» Art. 51. De machtigingen, bedoeld in de artikelen 46 en 50, alsook de exploitatievergunningen, bedoeld in de artikelen 47, § 1 en 49, § 1, kunnen slechts worden verleend na onderzoek betreffende onder meer de morele, financiële en technische waarborgen die de aanvrager biedt en de opportunitet van het creëren van nieuwe diensten ».

Art. 12. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt door het volgende opschrift vervangen : « Hoofdstuk VIII. Technische exploitatiemaatregelen ».

Art. 13. De artikelen 98 en 99, het artikel 100, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juni 1974, de artikelen 101 en 102 van hetzelfde besluit worden de artikelen 52 tot 56.

Art. 14. In artikel 103 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° deze bepaling wordt artikel 57;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « voor de lichte één-persoonsluchtvaartuigen van typen die hij bepaalt en van luchtvaartuigen van militaire typen » vervangen door de woorden « voor de lichte luchtvaartuigen van typen die hij bepaalt en voor de luchtvaartuigen van militaire typen ».

Art. 15. De artikelen 104 tot 107 van hetzelfde besluit worden de artikelen 58 tot 61.

Art. 16. Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 augustus 1979.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Verkeerswezen,

24 AUGUSTUS 1979. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 augustus 1978 betreffende de benoeming van de leden van de Raadgevende Comités voorzien in artikel 8 van de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer

De Minister van Verkeerswezen,

Gelet op de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1968 tot instelling van de Raadgevende Comités bedoeld in artikel 8 van de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer, gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 juli 1972;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 augustus 1978 betreffende de benoeming van de leden van de Raadgevende Comités voorzien in artikel 8 van de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer;

Besluit :

Artikel 1. In de artikelen 1, 5 ; 2, 5 ; 3, 6 ; 4, 5 en 6 van het ministerieel besluit van 1 augustus 1978 betreffende de benoeming van de leden van de Raadgevende Comités voorzien in artikel 8 van de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer, wordt de heer Vandervelde, F. vervangen door de heer Jansens, A.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 13 augustus 1979.

Brussel, 24 augustus 1979.